



KENZO TRIBOUILLARD/AFP

... l'ambassade des États-Unis à Kigali afin de se rendre devant la Cour. Nous n'avons rien à voir, ni avec lui ni avec son cas. Notre rôle s'est limité à autoriser son départ du territoire rwandais.

Pascal Simbikangwa vient d'être condamné à Paris à vingt-cinq ans de prison pour génocide. Peut-on dire que la France n'est plus un refuge pour les génocidaires rwandais présumés ?

Nous verrons ce qu'il adviendra de cette condamnation en appel. Pour le reste, je ne pense pas qu'il s'agisse là d'une évolution particulièrement positive. Pour un criminel condamné après vingt ans, combien la justice française en a-t-elle escamoté ? Nous ne sommes pas dupes de ce petit jeu. On nous présente cette sentence comme un geste, presque comme une faveur de la France à l'égard du Rwanda, alors que c'est le rôle de la France dans le génocide qu'il conviendrait d'examiner.

Où en sont vos relations avec les États-Unis ? Depuis le départ de Hillary Clinton et le changement de poste de Susan Rice, il semble que vous ayez perdu vos deux principaux soutiens à Washington. Résultat : le département d'État n'hésite plus à vous critiquer.

Il n'y a pas, à ma connaissance, de problème réel entre nous. Ce sont des avions américains qui ont transporté nos troupes en Centrafrique et notre coopération sur bien des plans est toujours

▲ Le couple Alain et Dafroza Gauthier à la sortie du tribunal, le 14 mars 2014 à Paris, après le verdict condamnant le Rwandais Pascal Simbikangwa contre lequel ils avaient déposé une plainte pour complicité de génocide.

aussi bonne. Les quelques déclarations auxquelles vous faites allusion ne sont que des réponses formulées lors d'interviews. Ce ne sont pas des communiqués officiels.

Vos collaborateurs et les médias rwandais pointent volontiers ce qu'ils considèrent comme un manque d'objectivité du ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, à l'égard du Rwanda. Partagez-vous ce jugement ?

Je pense qu'il a commis pas mal d'erreurs, en s'associant notamment aux manœuvres anti-rwandaises menées à partir de la Tanzanie. J'estime que sa position manque d'équilibre, pour des raisons subjectives que je ne connais pas.

Depuis quelques mois, la part de l'aide extérieure dans votre budget baisse lentement mais sûrement. Or, elle est cruciale puisqu'elle représente encore 38 % des ressources publiques. Êtes-vous prêt à faire face à ce déclin ?

C'est un phénomène qu'il faut appréhender dans sa globalité. Cette décline ne nous inquiète pas pour deux raisons : d'abord parce qu'elle s'accompagne d'une hausse de nos ressources propres et des investissements privés, ensuite parce qu'il existe toute une variété de financements alternatifs auxquels nous pouvons faire appel pour boucler notre budget. Notre objectif n'a pas changé : devenir en 2020 un pays auto-suffisant à revenu intermédiaire. ●

TRIBUNE



JEAN-PAUL KIMONYO
Politologue

Déjà, en 1963, à Gikongoro...

« QUI EST GÉNOCIDÉ ? » C'est par cette formule un peu étrange que le président Grégoire Kayibanda ponctue, en mars 1964, l'un des plus importants discours de l'histoire du Rwanda. De toute évidence, il a du mal à manipuler ce vocable qu'il vient de faire apparaître dans le paysage politique du pays et qui lui est alors asséné par des consciences mondiales comme les philosophes Jean-Paul Sartre ou Bertrand Russell, et même repris par Radio Vatican.

Prononcé deux mois après les premiers actes de génocide de l'histoire rwandaise, ce discours rationalise les motivations de ces massacres. Il place la gouvernance du pays sous un halo explicitement génocidaire et instaure cette atmosphère de terreur larvée si caractéristique de la vie quotidienne d'une partie des Rwandais durant plus de trente ans.

Les massacres les plus importants commencèrent le 23 décembre 1963 dans la préfecture de Gikongoro, foyer d'une grande concentration de population tutsie réfractaire au régime révolutionnaire, avant de s'étendre à d'autres régions. La population hutue, armée de machettes et de lances, se mit à tuer de

Après être passés par le camp de déplacés tutsis de Nyamata, où ils avaient vu leur nombre gonfler jusqu'à un millier d'hommes, ils s'étaient ensuite dirigés vers Kigali. Mais ils avaient été stoppés à une vingtaine de kilomètres de la capitale par des unités de la garde nationale, bien armées et commandées par des officiers belges. Les guérilleros avaient subi de lourdes pertes et ceux qui avaient survécu retournèrent au Burundi.

Il est aujourd'hui avéré, grâce à des sources belges, que les dirigeants belges et rwandais de la sûreté nationale étaient au courant du lieu et du moment de l'attaque, et que les Inyenzi avaient été attirés dans un traquenard. Le président Kayibanda se servit de cette attaque pour imposer la terreur sur l'ensemble des Tutsis et éliminer physiquement l'opposition politique. Il dépêcha des ministres dans les dix préfectures du pays afin de superviser les opérations « d'autodéfense » de la population.

Par son discours, trois mois plus tard, le chef de l'État tient à expliciter la leçon : « À supposer par l'impossible que vous veniez à prendre Kigali d'assaut, comment mesureriez-vous le chaos dont vous serez les premières victimes ? Vous le dites entre vous : ce serait la fin totale et précipitée de la race tutsi[e]. Qui est génocidé ? »*

Cette allocution radiodiffusée marque le tournant idéologique explicitement génocidaire du régime républicain. Par cette déclaration publique, le président prend en otage la communauté tutsie, dont la survie physique dépend désormais de sa totale soumission.

Dans les années précédant le génocide de 1994, le discours de mars 1964 fut souvent cité par les extrémistes avec un mélange de respect et de regret, notamment dans les médias dits de la haine. Mais les élèves ont fini par surpasser le maître en créant le mot qui lui manquait, la seule contribution rwandaise au langage universel : génocidaire. ●

* Message du président Grégoire Kayibanda aux réfugiés rwandais, publié dans *Rwanda Carrefour d'Afrique* n° 31, mars 1964.

L'explication officielle des tueries ? Une réaction de fureur populaire après une attaque de guérilleros tutsis.

façon systématique les Tutsis de la région, femmes et enfants compris. Les estimations les plus basses font état d'une dizaine de milliers de morts pour la seule préfecture de Gikongoro ; d'autres avancent le chiffre de 25 000 à 35 000 sur l'ensemble du pays.

Le gouvernement Parmehutu expliqua ces massacres comme une réaction de fureur populaire – oui, déjà – consécutive à l'attaque menée par des guérilleros tutsis en exil appelés Inyenzi. Deux jours avant le déclenchement des violences, le 21 décembre 1963, 200 à 300 Inyenzi venus du Burundi et se réclamant de l'Union nationale rwandaise (Unar, parti nationaliste), armés de quelques fusils, de lances et de flèches, avaient assailli le camp Gako, dans le Bugesera (région située à une cinquantaine de kilomètres de Kigali).